

## 2 millions de chômeurs supplémentaires en France en 2009

### **Politique à initier pour les PME Française**

Cette fiche n'a pas d'autre prétention que d'amorcer quelques pistes de réflexion pour mettre en place prochainement la véritable politique d'accompagnement de nos PME.

La situation actuelle en raison des purges des bourses mondiales consécutives aux diverses bulles financières prévisibles depuis plusieurs années, aura inévitablement un impact sur l'économie réelle de notre pays.

Le particularisme Français réside sur son histoire millénaire et la manière dont s'est réalisée la construction de notre pays;

Si nous disposons d'un tissu de près de 3 millions d'entreprises, nous constatons d'entrée qu'il en manqueraient près d'un million pour nous aligner sur les normes de l'ensemble de nos voisins Européens en tenant compte de notre population.

Le particularisme FRANCAIS réside cependant dans la taille minuscule de ses entreprises (PME) comparativement à tout le monde occidental. (67% ne disposent pas de salarié, 84% en comptent moins de 4 et 93% moins de 9, à peine 1% en comptent plus de 100 soit 30 000 entreprises seulement)

Pour des raisons historiques, tous les efforts de l'état se sont portés depuis des siècles UNIQUEMENT sur quelques grandes manufactures qui depuis sont devenues nos grandes entreprises multinationales.

Multinationales qui se situent parmi les plus performantes du monde mais qui depuis 1982 sont par la volonté du gouvernement passées sous contrôle de fonds de pensions majoritairement détenus par des Anglo-Saxons.

Les investisseurs historiques Français ne détiennent plus la majorité du capital de ces entreprises performantes.

La conséquence depuis cette époque s'est matérialisée par la délocalisation des sièges qui de ce fait prive l'état Français de la majorité des impôts qu'il percevait antérieurement mais dont bénéficient des états où le niveau des taxes est parfois trois fois moindre qu'en FRANCE.

Le succès de nos anciennes entreprises nationales montre à l'évidence la capacité de l'adaptation de nos entreprises sur la scène internationale où avec un chiffre d'affaires de près de 1500 milliards d'euros elles dégagent près de 103 à 105 milliards d'euros de bénéfices nets chaque année.

(Mais bénéfiques qui malheureusement ne sont plus Français, ni taxables en FRANCE)

L'excellence de ces grandes entreprises s'est également réalisée par le captage des meilleures compétences du pays au détriment du reste des entreprises françaises qui de ce fait ont toujours été méprisées par les élites de notre pays.

La réorganisation de l'état réalisée depuis 1982 avec la sortie des conseils généraux des enceintes de préfectures, de même que la création liée au renforcement de milliers d'hôpitaux à la même époque a eu pour conséquence, les recrutements massifs de fonctionnaires (plus d'un million et demi depuis) privant également de compétences diplômées la quasi totalité de nos PME Françaises.

## **Conséquences et état des lieux en 2008**

Si nos multinationales échappent à la FRANCE en raison de la prise de contrôle depuis l'ouverture de leur capital en 1982, nous ne disposons en propre que de nos PME;

Elles représentent le seul axe de développement de la FRANCE et de ce fait doivent en URGENCE devenir l'axe prioritaire du PAYS, car nous n'avons pas d'autre alternative.

## **Particularisme de nos PME**

Elles sont beaucoup trop petites, insuffisamment encadrées, limitées à un marché de proximité et les plus taxées du monde et ne disposent jamais de trésorerie suffisante avec souvent des conditions de crédits quand ce dernier existe injuste comparativement aux grandes entreprises.(taux supérieurs à 6 ou 7%)

75% de ces entreprises réalisent leurs activités dans le tertiaire, 20% à peine dans le secondaire et le reliquat dans le primaire avec au passage moins de 300 000 exploitations agricoles alors que le pays en comptait encore 5 millions en 1945.

La spécificité de nos "micro" entreprises Françaises se traduit donc par l'absence d'encadrement, le patron est souvent le seul cadre et répartit ainsi son temps même avec plus de 12 heures par jour dans les trois fonctions essentielles à toute entreprise.

### La production, la vente et l'administration.

De ce fait il ne peut logiquement accorder plus de quatre heures par jour à l'une de ces fonctions vitales, et de ce fait limite obligatoirement la montée en puissance de sa société. le chiffre d'affaires de toute entreprise étant la multiplication et non l'addition de ces trois activités fondamentales.

Produire sans vendre implique la faillite, produire et vendre sans administrer entraîne rapidement l'égorgeement et également la faillite.

Les patrons de PME n'ont donc pas le choix, avec 12h00 par jour et souvent plus ils sont coincés par un environnement qui ne leur a jamais été favorable.

## **Que pouvons nous faire et que devons nous faire?**

### Remarques préliminaires:

Ces minuscules entreprises françaises concentrent 89% de l'ensemble des emplois privés productifs en France soit plus de 14 millions et demi sur les 16 millions d'emplois privés.

Chaque année 2 millions d'emplois sont détruits suite à la mise en faillite de très nombreuses petites structures, mais un volume équivalent de deux millions de nouveaux emplois comble aussitôt les pertes.

Près d'un million de ces entreprises représentent du commerce et des petites entreprises de service (BTP, et autres)

Plus d'un million et demi représentent avec une seule personne au sein de l'entreprise des EURL à savoir des indépendants.

Quelques entreprises seulement sont créées chaque année dans des secteurs innovants qui si elles arrivaient à maturité représenteraient demain la garantie de fournir des emplois industriels dans des domaines protégés avec des brevets d'au moins 10 ans.

Ces quelques entreprises qui élaborent de nouveaux produits adaptés aux marchés futurs représentent l'avenir de notre économie et surtout la garantie de maintenir nos emplois en France.

Microsoft par exemple est née dans un garage, comme google ou d'autres grandes entreprises qui dominent le marché mondial aujourd'hui.

Pour vivre ces petites structures innovantes ont besoin de temps, sans doute 3 à 4 ans pour mettre au point leurs inventions et près de trois ans et au moins trois millions d'euros pour protéger leurs brevets au niveau mondial afin de ne pas être dépossédées de leurs inventions.

Le constat montre cependant qu'une entreprise sur 10 seulement parviendra à s'installer sur le marché et qu'il est nécessaire de prendre des risques pour faire émerger ces entreprises qui portent l'avenir de notre économie.

### **Là encore la FRANCE se caractérise par l'absence de financement de ces entreprises à fort potentiel.**

Le calcul est simple, 6 à 8 ans sans aucune vente, trois millions d'euros au minimum pour protéger les brevets, avec 4 ou 5 personnes le montant minimum, même avec des salaires réduits à 3000€ mensuels le montant représente avec les frais de fonctionnement plus de 6 à 8 millions d'euros sur 8 ans.

Pour y parvenir en France, les banques n'avancent pas ces sommes, ni l'état.

Il ne reste que des fonds privés, qui exigent alors dans tous les cas de contrôler le capital de la société dès lors qu'elle parvient sur le marché et qu'elle devient rentable.

(Avec souvent comme objectif de revendre à 5 ans la totalité des actions et ainsi de réaliser une plus value de 100 à 1000 fois les sommes initiales investies)

Ces investissements en France n'arrivent qu'une fois que les trois premières années sont

écoulées et que le produit est quasiment prêt, payé à la sueur et sur la qualité de vie de ou des porteurs du projet.

Cette "approche Franchouillarde " est unique au monde, car elle paralyse l'innovation en oblige tous ceux qui le peuvent à s'expatrier pour monter ces entreprises potentielles à l'étranger.

(Plus de 50 000 ingénieurs informatiques Français aux USA dans la silicone valley qui très souvent dirigent les laboratoires de recherche des plus grands groupes US)

Les mesures à prendre d'URGENCE: au plus tard 15 octobre sinon fin octobre 2008

**1/ Tout d'abord assurer la trésorerie de nos PME** afin de leur éviter l'asphyxie et le dépôt de bilan cause inévitable de la montée du chômage (avant la fin octobre 2008, après il sera trop tard trop de PME auront été coulées et entraîneront dans leurs chutes des dizaines de milliers d'autres entreprises partenaires))

**2/ Créer en urgence une banque D'état exclusivement dédiée aux PME** qui offrirait des taux égaux à l'inflation et non 7 à 8% comme le pratiquent toutes les banques Françaises privées.

**3/ lancer immédiatement plusieurs Programmes d'infrastructure pour protéger le BTP et certaines activités fortes consommatrices en personnels** ( afin d'éviter la montée inéluctable du chômage)

**4/ Désengager toutes les communes de leurs prêts à taux variables** qu'elles ont souscrits auprès de DEXIA et qui plombera (à hauteur de plus de 13 milliards d'euros connus aujourd'hui) toutes les nouvelles constructions BTP par manque de finance.

Proposer un dispositif équivalent auprès des acquéreurs privés qui se trouveraient dans cette situation: prêts relais au risque sinon de voir le marché s'écrouler avec de trop nombreux drames sociaux.

**5/ Au travers des pôles de compétitivité axer l'effort uniquement sur les PME** qui ne sont pas que les faux nez de grands groupes mises en place pour capter les financements d'état au détriment des PME.

En conséquence déléguer la banque des PME auprès des régions qui seront pilotes pour le choix des entreprises à accompagner dans leurs propres bassins d'activités et donc plus réactives contrairement à la vision centralisée des administrations parisiennes (toujours en retard d'une guerre)

**6/ Élaborer enfin une véritable politique d'accompagnement des PME.**

- Regroupement des structures pour atteindre la taille critique 4 cadres, 40 personnes 6 millions de CA annuel
- Accompagnement programmé à l'export dans la perspective d'accroître ou conserver nos parts de marchés à l'export 1 milliard d'euros créant 15 000 nouveaux emplois.

-Atteindre à terme les % des autres pays Européens, soit 4 millions de PME dont 15% de plus de 100 salariés (soit 600 000 contre moins de 30 000 aujourd'hui)

### **Conclusion :**

La situation dramatique de la purge des bourses mondiales, est sans doute l'occasion pour la FRANCE de corriger une situation totalement inadaptée aux réalités du XXI<sup>e</sup> siècles.

Souhaitons simplement que nos dirigeants quelque soit leurs bords politiques comprennent enfin l'enjeu et qu'ils acceptent tous de mettre leurs compétences au seul service du pays et de son peuple

Nous entrons dans une phase de guerre économique à haute intensité, le manque de décision rapide adaptée, se traduira dans quelque mois seulement par des millions de chômeurs

Mis en ligne en octobre 2008